

ANGOLA EXPULSÉS À PLUSIEURS REPRISES, ILS RESTENT MENACÉS

Plus de 10 000 familles de Luanda, la capitale de l'Angola, se sont retrouvées à la rue depuis juillet 2001 après avoir été expulsées de leur domicile. Ces expulsions ont été menées par des policiers, des militaires, des agents municipaux et des agents de sécurité de sociétés privées, et ont souvent été marquées par des brutalités, voire par l'usage d'armes à feu. À plusieurs reprises, la police a également arrêté, pour les relâcher peu après, des personnes qui s'opposaient aux expulsions et des membres de SOS-Habitat (organisation angolaise qui milite pour le respect du droit au logement), qui tentaient de convaincre les autorités de renoncer à leurs projets.

Rares sont les familles qui ont été indemnisées du préjudice qu'elles ont subi. Certaines ont été relogées à une trentaine, voire à une quarantaine de kilomètres de la capitale, dans des zones dépourvues d'établissements scolaires, d'hôpitaux, d'installations sanitaires et des services les plus élémentaires, et où il est très difficile de trouver du travail. Cependant, dans leur immense majorité, les personnes expulsées ont été abandonnées à leur triste sort. Nombre d'entre elles ont été expulsées à plusieurs reprises et des centaines de familles sont toujours sans abri, contraintes de vivre dans les ruines de leurs anciens logements.

La fin de la guerre civile, en 2002, après vingt-sept années de violence, s'est traduite par une relance de l'économie et un mouvement de reconstruction qui ont accentué les pressions sur le foncier urbain. Bien que les expulsions forcées soient moins fréquentes depuis 2006, de nouveaux cas sont encore signalés. Tout récemment, en juillet 2009, plusieurs milliers d'habitants des quartiers d'Iraque et de Bagdad (Luanda) ont été expulsés contre leur gré et, si l'on en croit certaines informations, n'auraient pas été relogés. La plupart des habitants de la capitale, dont la population est estimée à quelque 4 500 000 personnes, risquent encore aujourd'hui de perdre leur logement, menacés par des projets immobiliers de résidences de luxe et de bureaux, ou par de grands chantiers d'infrastructures.

